

William Honvo



LA **DISSERTATION** **CORRIGÉE**



-
- **18 sujets entièrement rédigés**
 - **Conseils méthodologiques pas-à-pas**
 - **Entraînements avec corrigés**
-

**Toutes les clés pour
réussir examens
et concours**

DBS

William Honvo



LA DISSERTATION CORRIGÉE



- **18 sujets entièrement rédigés**
- **Conseils méthodologiques pas à pas**
- **Entraînements avec corrigés**

Ressources numériques : 6 nouvelles dissertations

- La mobilité des facteurs de production
- Les politiques monétaires sont-elles condamnées à être non conventionnelles ?
- Faut-il encadrer davantage l'activité des banques.
- Incertitude et politiques économiques
- Réformer le système monétaire international
- Les économistes sont-ils des prophètes du bonheur ?

Rendez-vous sur
www.deboecksuperieur.com/site/360648

Pour toute information sur notre fonds et les nouveautés dans votre domaine de spécialisation, consultez notre site web :
www.deboecksuperieur.com

© De Boeck Supérieur s.a., 2024
Rue du Bosquet 7 – B-1348 Louvain-la-Neuve

2^e édition

Tous droits réservés pour tous pays.

Il est interdit, sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, de reproduire (notamment par photocopie) partiellement ou totalement le présent ouvrage, de le stocker dans une banque de données ou de le communiquer au public, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit.

Dépôt légal :
Bibliothèque nationale, Paris : octobre 2024
Bibliothèque royale de Belgique, Bruxelles :
2024/13647/158

ISBN 978-2-8073-6064-8

À Jacqueline et Victor

Sommaire

Préface	7
Avant-Propos.....	9

MÉTHODOLOGIE DE LA DISSERTATION D'ÉCONOMIE

Esprit et pratique de la dissertation.....	12
De l'importance de l'introduction : définir et problématiser	20
Le développement, structurer pour être compris.....	32
La conclusion : résumer et ouvrir	46
Comment utiliser ce livre?.....	48

LES DÉTERMINANTS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : VERS UNE CROISSANCE ÉQUILIBRÉE, SOUTENUE ET DURABLE ?

Dissertation 1	
Le PIB est-il un indicateur obsolète ?	51
Dissertation 2	
Faut-il favoriser l'épargne des ménages en France ?	69
Dissertation 3	
Investissement et fluctuations économiques	87
Dissertation 4	
Est-il possible de réconcilier croissance économique et protection de l'environnement ?	107

DE L'IMPORTANCE DU CONTEXTE
POUR LA CALIBRATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Dissertation 5

Sommes-nous rentrés dans un monde inflationniste ? 133

Dissertation 6

Le déficit public, instrument ou objectif des politiques économiques ? 157

Dissertation 7

Le chômage est-il contrôlable en France ? 179

Dissertation 8

Intelligence artificielle et emploi 201

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LA MONDIALISATION :
L'AIGUILLON DE LA CONCURRENCE INTERNATIONALE

Dissertation 9

La convergence économique en zone euro 227

Dissertation 10

L'Europe est-elle trop ouverte à la concurrence? 247

Dissertation 11

Doit-on craindre un retour du protectionnisme? 267

Dissertation 12

La désindustrialisation en France s'explique-t-elle par un déficit de compétitivité? 291

Annexe 313

Préface

« La dissertation d'économie » serait dépassée, voire inadaptée selon certains. Ce serait un exercice éprouvé et éprouvant d'organisation des idées. La dissertation – héritée de la *disputatio* médiévale – se réduirait à une mise en balance maladroite d'arguments pour répondre à une question aussi scolaire qu'abstraite. Avec talent, William Honvo dissipe tous les doutes : il nous rappelle que la dissertation est avant tout une progression dans les idées en vue de résoudre un problème sous un angle choisi et assumé.

En France, la dissertation demeure une étape incontournable dans les concours d'entrée de nombreuses institutions de la République : de l'École Normale Supérieure à l'INSEE en passant par les Assemblées parlementaires, l'Agrégation ou même l'Institut national du service public (ex-École Nationale d'Administration). Ce constat est d'autant plus frappant que ces concours débouchent sur des métiers extrêmement divers. Et cette mode devrait durer : la Banque de France a décidé en 2020 de réintroduire une dissertation d'économie dans son concours de recrutement des cadres de direction.

Ce livre ne considère pas la dissertation comme le simple « exercice scolaire » auquel on aime tant la réduire. Ma fonction de directeur général à la Banque de France, encore récente, me permet de rappeler que les qualités qu'elle exige sont fondamentales pour la vie professionnelle : pédagogie, organisation de la réflexion, illustration des idées, mobilisation de connaissances théoriques et, bien entendu, rigueur sur la forme. Avec brio, William Honvo avait démontré toutes ces qualités en réussissant, comme major, un des concours d'entrée dont j'avais présidé le jury.

Je recommande donc vivement la lecture de ce livre à ceux qui préparent un concours comprenant une épreuve économique. À la différence de la plupart des manuels de méthodologie, cet ouvrage balaye l'ensemble des attendus de la dissertation de sciences économiques. Il propose surtout d'adapter le format et le contenu en fonction des recommandations faites par le jury de chaque concours. Cette approche permet non seulement de

comprendre en profondeur les exigences de la dissertation, mais aussi de s'inspirer des bonnes pratiques. Voici autant de manières de se distinguer de la moyenne des candidats le jour de l'épreuve.

Plus largement, ce livre s'adresse à tous ceux qui souhaitent approfondir leurs connaissances et comprendre les sous-jacents de nombreuses décisions de politiques économiques. Ce manuel réussit en effet l'exercice périlleux de revenir aux fondamentaux tout en traitant de façon approfondie les problématiques économiques actuelles. C'est cette même ambition que je soutiens en tant que Président du Conseil scientifique de la nouvelle Cité de l'économie (« Citéco »), dont l'objectif est de rendre accessible et même attractive la science économique.

Les livres de méthodologie sacrifient souvent le fond sur l'autel de la méthode. Celui-ci échappe à ce travers. Le fond s'articule autour de trois grands thèmes : les déterminants de la croissance, la calibration des politiques économiques et la place de la France dans la mondialisation. Ce livre offre ainsi des clés de compréhension indispensables alors que la crise sanitaire sans précédent renouvelle des questions fondamentales sur la relance des économies, l'avenir des politiques monétaires, la coordination européenne ou le futur de la mondialisation. Pour autant, la méthode y est expliquée précisément. Les corrigés déclinent les plans jusqu'au troisième niveau de sous partie afin d'offrir une analyse plus fine de la problématique retenue.

En lisant William Honvo, j'ai retrouvé le quotidien d'un banquier central et d'un décideur politique : l'alternance féconde entre les théories économiques et les exemples historiques afin d'en déduire des préconisations concrètes pour l'avenir. J'y ai surtout apprécié la pédagogie que se doit d'avoir l'enseignant que je suis redevenu.

En somme, ce livre nous réconcilie avec la dissertation économique aussi bien qu'il nous rappelle pourquoi ce mode d'évaluation reste central dans le système universitaire français.

Marc-Olivier Strauss-Kahn

Avant-Propos

La volonté d'écrire ce livre est venue d'un constat réalisé pendant mes études : si le fond et les méthodes de la dissertation d'économie sont souvent très proches entre les concours, chaque épreuve valorise des qualités différentes. Ce ressenti s'est sans cesse confirmé, d'abord en tant qu'élève puis comme enseignant, avec la préparation successive de l'épreuve de macroéconomie de l'ENS, de l'Agrégation d'économie-gestion et des concours administratifs. Il m'est alors apparu essentiel de montrer tous les bénéfices qu'apportait le fait d'avoir une vision d'ensemble des attendus de l'exercice pour établir une méthode efficace. La dissertation au concours de l'ENS insiste ainsi sur la précision des théories économiques quand l'épreuve d'ESH des écoles de commerce met l'accent sur l'articulation entre grandes théories et faits historiques. L'Agrégation d'économie apprend à quel point tout l'exercice de la dissertation réside dans la capacité de définir efficacement les termes du sujet autour d'une véritable tension là où les concours administratifs mettent un fort accent sur la capacité de dégager des préconisations opérationnelles et réalisables. La dissertation «ultime» cocherait alors toutes ces cases, d'où l'intérêt de mettre en commun ces exigences complémentaires. C'est cet objectif complexe que ce livre se propose modestement d'approcher.

Au cours de mes années de préparation aux concours, j'ai rencontré trois difficultés notables qui expliquent les caractéristiques du présent ouvrage : mettre clairement en avant la tension dans le sujet, prendre du recul par rapport aux connaissances apprises en cours et faire le lien entre certaines théories économiques et l'actualité. Pour y répondre, ce livre insiste sur l'importance de la contextualisation comme préalable nécessaire à la formulation de la problématique, véritable fil rouge du raisonnement. Il met volontairement l'accent sur la manière d'utiliser les théories économiques ou les études empiriques récentes, en s'articulant souvent autour d'une partie axée sur des «préconisations» qui permet de rattacher le sujet au contexte actuel. Enfin, les thèmes retenus ont comme point commun un ancrage fort dans l'actualité permettant de s'approprier les grands enjeux du moment.

L'expérience de l'enseignement montre que les méthodologies lourdes et trop détaillées rigidifient plus l'esprit des étudiants qu'elles ne l'ouvrent. Ainsi, ce livre revient dans un premier temps sur la méthode à suivre en se voulant le plus synthétique possible. Il s'efforce, par ailleurs, de faire des allers-retours réguliers avec les rapports du jury, qui insufflent la philosophie propre à chaque concours. Pour finir, il détaille les principaux mécanismes économiques à travers 15 dissertations entièrement rédigées. Cette proposition de corrigé est suivie de quelques conseils indiquant comment adapter le traitement du sujet en fonction du concours préparé. Elle peut se voir comme un cours d'économie générale, synthétisant les grands enjeux de sujets actuels de façon problématisée. Le présent ouvrage ambitionne ainsi de donner aux élèves une méthode fiable et efficace, permettant de s'approprier les grands sujets économiques. Plus largement, ce dernier se destine à toute personne souhaitant avoir des éléments de réponse et des clés d'analyse sur des sujets variés profondément ancrés dans l'actualité récente.

D'un mot, ce livre s'inspire des « bonnes pratiques » issues de trois types de concours complémentaires afin de proposer une dissertation de référence qui puisse facilement s'adapter aux spécificités du concours que le lecteur prépare. Il s'articule autour de trois grands axes qui orientent souvent les sujets posés : les déterminants d'une croissance économique équilibrée, l'importance du contexte dans la calibration des politiques économiques et la France et l'Europe face à la mondialisation. Bien entendu, tout corrigé n'est qu'une des multiples manières d'aborder le sujet retenu. Il ne saurait remplacer l'entraînement si bien que seule une réflexion préalable sur les sujets proposés permettra au candidat de tirer pleinement parti de cet ouvrage.

Au moment où ce livre est mis à jour, le monde continue de faire face à des défis économiques et sociaux majeurs, exacerbés par les répercussions persistantes de la pandémie de Covid-19. Alors que les systèmes de santé se sont adaptés, les économies mondiales demeurent fragilisées, confrontées à une inflation élevée, à des tensions géopolitiques accrues et à une transition écologique urgente. Les politiques budgétaires et monétaires se réinventent pour répondre à ces nouvelles réalités, tout en cherchant à concilier croissance économique et durabilité. Ainsi, bien que le contexte ait évolué depuis la première édition de cet ouvrage, les mécanismes et raisonnements présentés demeurent pertinents. Les thèmes abordés, tels que l'incertitude, le fonctionnement du marché du travail, la mesure des richesses et la tentation protectionniste, sont plus actuels que jamais. Ils offrent des clés d'analyse essentielles pour comprendre et naviguer dans l'environnement économique complexe d'aujourd'hui tout en préparant les réflexions nécessaires pour les défis à venir.

MÉTHODOLOGIE
DE LA DISSERTATION
D'ÉCONOMIE

Cette partie présente la méthode de la dissertation en délivrant les impératifs à respecter et les conseils pratiques à avoir en tête pour préparer efficacement cette épreuve. Elle met en avant les exigences communes à chaque concours et la « logique d'ensemble » que doit suivre une dissertation.

ESPRIT ET PRATIQUE DE LA DISSERTATION

« [Le jury valorise les] solides connaissances factuelles et théoriques, la parfaite maîtrise des mécanismes, la capacité d'engager une réflexion, de poser une problématique en délimitant le champ de réflexion, de définir les concepts, de construire un plan rigoureux et de l'annoncer¹ »

Malgré des approches différentes en fonction des concours, les objectifs de la dissertation d'économie sont identiques. Il s'agit de répondre, de manière organisée à un sujet autour d'une problématique que le candidat aura formulée au préalable. De ce point de vue, la dissertation (ou composition) est avant tout un exercice de démonstration de mobilisation des connaissances autour d'une problématique. Cet exercice est académique et formel : il obéit à des règles de forme très strictes que le candidat doit impérativement suivre le jour J. Il mêle trois exigences principales : une capacité de cerner la question soulevée par le sujet que le candidat doit expliciter (1), répondre à cette problématique de façon claire, structurée, progressive et argumentée (2) et mobiliser ses connaissances théoriques et factuelles en économie pour illustrer les grandes idées (3).

La réelle plus-value du candidat provient de l'étape (très discriminante) de structuration de la réflexion autour d'une unique question. Le jour du concours, le niveau de connaissances entre candidats est sensiblement le même. La différence se fait majoritairement sur la capacité de mobiliser et organiser ces dernières pour répondre de façon personnelle à la question posée. Elle ne demande en aucun cas de superposer les références théoriques ou les exemples économiques de façon mécanique sans lien particulier : il faut, à l'inverse, organiser les connaissances de manière à répondre au sujet posé. Cela implique de pouvoir mobiliser des connaissances de façon transversale, en « piochant » dans des chapitres différents pour ré-agréger les connaissances au sein d'une argumentation. Ce faisant, le candidat évite le piège du « catalogue de théories » s'enchaînant sans véritable fil rouge.

1. Rapport du jury CAPES interne SES (2004).

1.1. Des exigences variables selon les concours

« Une bonne copie est une copie qui montre des connaissances maîtrisées au service d'une argumentation cohérente². »

Chaque concours a sa propre philosophie, sa propre manière de concevoir la dissertation d'économie même si de nombreux conseils sont communs à tous les concours et gagnent à être connus. L'épreuve d'économie se retrouve dans trois grands types de concours : les concours d'entrée en Écoles de Commerce ou à l'École Normale Supérieure, les concours de l'enseignement et les concours administratifs.

La méthodologie et les conseils pratiques contenus dans cet ouvrage sont directement utiles pour trois grandes catégories de concours (cf. annexe 1) :

Les concours de classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) :

- Écoles de commerce voie ECE (HEC, ESSEC, ESCP BS, Ecricome)
- ENS de Rennes Droit-économie (D1)
- ENS Paris-Saclay Économie-gestion (D2)
- ENSAI option économie-gestion

Les concours de l'enseignement :

- Agrégation externe et interne d'économie et gestion
- Agrégation externe et interne de sciences économiques et sociales (SES)
- CAPET externe d'économie et gestion
- CAPES externe et interne de sciences économiques et sociales (SES)

Les concours administratifs :

- Institut national du service public (INSP), ex-École nationale d'administration (ENA)³
- Administrateur ou administratrice territorial(e) (INET)
- Banque de France (BDF)
- Directeur d'hôpital (DH)
- Conseiller des Affaires étrangères (CAE)
- Administrateur INSEE (Admin. INSEE)
- Administrateur des Assemblées parlementaires
- École nationale supérieure de Sécurité sociale (EN3S)
- Contrôleur des finances publiques de 2^e classe

2. Rapport du jury Agrégation interne d'économie-gestion (2003).

3. Depuis 2024, le concours externe de l'INSP a remplacé la dissertation par une note opérationnelle. Cependant, la logique fondamentale de l'épreuve reste inchangée. Les principales différences résident dans la nécessité de se conformer davantage au dossier fourni, avec moins d'accent sur les connaissances extérieures et une approche plus opérationnelle, notamment dans les recommandations. De plus, la note opérationnelle ne requiert pas de conclusion formelle, contrairement à la dissertation traditionnelle.

De façon générale, les **concours d'entrée en écoles de commerce** mettent l'accent sur la maîtrise des grandes théories économiques et des faits stylisés. L'épreuve d'Économie, sociologie, histoire du monde contemporain (ESH) se veut, par nature, pluridisciplinaire et nécessite de mobiliser de nombreux exemples sur des thèmes potentiellement très différents. Le jury valorise cette capacité de mobiliser des connaissances issues d'autres matières.

Les **concours de l'enseignement et le concours d'entrée à l'ENS** sont très proches au niveau de l'état d'esprit et des exigences du jury. La préparation de ces concours, qui se caractérise par des sujets parfois très théoriques, nécessite de connaître précisément les hypothèses des théories mobilisées et de pouvoir reconstituer les mécanismes économiques. Cette approche valorise la capacité de montrer l'évolution de la pensée économique sur la période récente en confrontant régulièrement les arguments à des exemples empiriques empruntant à l'histoire économique et à l'actualité. Ces concours valorisent la cohérence de la réflexion et la pédagogie du candidat. En conséquence, le travail de définition des termes est primordial et doit faire l'objet d'une attention particulière.

Les **concours administratifs**, enfin, exigent des qualités légèrement différentes des deux concours précédents. Si la maîtrise de la théorie économique et de l'histoire récente est tout aussi indispensable, la réflexion du candidat doit déboucher sur des préconisations opérationnelles de politique économique. Cette partie de recommandations, qui se calque sur les « notes » rédigées dans l'administration à destination des chefs de bureau, du cabinet ministériel ou des ministres, implique de connaître le mode de fonctionnement des ministères et d'identifier clairement les autorités chargées de la mise en œuvre des politiques économiques en question. De plus, cette partie oblige les candidats à maîtriser parfaitement l'actualité économique, sans quoi ils risquent de formuler des préconisations peu pertinentes. La structure de la copie s'en ressent avec des plans moins centrés sur la théorie économique.

Malgré des exigences variables, les jurys valorisent souvent un **cœur de compétences communes** qui fait le propre de la dissertation d'économie :

- Un raisonnement cohérent et argumenté ;
- Une définition claire des termes, des enjeux et du périmètre du sujet ;
- Une mobilisation transversale de connaissances théoriques et empiriques ;
- Une maîtrise des faits récents d'actualités et à la capacité de les relier avec le cours ;
- Une rigueur dans la présentation des mécanismes économiques ;

- Une prime à la pluridisciplinarité en faisant appel à la sociologie ou à l'histoire des faits économiques.

Il est d'ailleurs toujours instructif, lors de la préparation d'un concours, de regarder régulièrement au cours de l'année les sujets tombés pour d'autres concours : ils permettent de « prendre le pouls » des points d'actualité qui retiennent l'attention du jury. En 2018, par exemple, le sujet au concours d'entrée à l'ENS D1 et celui pour le concours de Directeur d'hôpital étaient exactement identiques.

1.2. Comment préparer efficacement une dissertation d'économie ?

« Comme pour toute préparation sportive, c'est la répétition des entraînements qui facilitera l'assimilation de la méthode⁴. »

S'approprier les exigences du concours – Un des prérequis essentiels pour aborder sereinement l'exercice de la dissertation est de lire les rapports du jury des précédentes années sans se limiter au dernier disponible. Ce document essentiel permet d'appréhender au mieux l'esprit de l'épreuve et de voir ainsi ce qui est valorisé. Il est important de faire ce travail d'appropriation du rapport du jury le plus tôt possible dans l'année scolaire : il permettra d'organiser efficacement ces révisions et de hiérarchiser les connaissances en fonction de la manière dont elles sont valorisées au concours. Les concours d'entrée à l'ENS et en école de commerce mettent l'accent sur la précision des mécanismes économiques. Les concours du CAPES et de l'Agrégation accordent une importance plus grande à la définition des termes en introduction, à la capacité d'en dégager une problématique. Les rapports du jury et les documents annexés au sujet successifs insistent également sur l'importance des hypothèses dans les raisonnements menés. Enfin, les concours administratifs privilégient un style plus direct en valorisant davantage les faits stylisés et les préconisations opérationnelles suggérées dans la dernière partie du devoir. Chaque concours administratif a un positionnement particulier par rapport au programme qu'il convient d'avoir en tête lors des révisions : le concours d'administrateur territorial impliquera de mettre un accent particulier sur l'économie géographique, celui de l'ENA sur le rôle de l'État face aux imperfections de marchés en général quand le concours de Directeur d'hôpital invitera à réviser les chapitres sur la croissance endogène et le capital humain.

4. Rapport du jury Agrégation externe économie-gestion (2016).

Savoir définir précisément certains termes récurrents – Malgré la diversité des sujets de dissertation d'économie, certains termes reviennent très fréquemment. Il est ainsi utile de les travailler en amont pour pouvoir les définir efficacement le jour du concours, tout en sachant sur quel type de plans ils conduisent naturellement. On peut citer de façon non exhaustive : « déterminants », « impact », « enjeux », « effets », « doit-on/faut-il », « souhaitable », « nécessaire »... Par exemple, le terme « faut-il » induit plutôt une approche théorique du sujet et un plan normatif en « oui/non ». Le terme « enjeux », à l'inverse, est très large et suppose de commenter les conséquences potentielles présentes et futures offrant au candidat une certaine liberté dans l'approche du sujet. Bien entendu, ce conseil vaut aussi pour les termes économiques : il est indispensable de pouvoir définir les yeux fermés des notions telles que « politique économique », « croissance », « inflation », « chômage »...

Se constituer une base d'exemples personnels, transversaux et facilement mobilisables – Il est important de se constituer au cours de l'année une série d'exemples tirés de l'actualité économique en faisant l'effort de se demander comment tel ou tel exemple se rattache à certaines parties du cours. Ce travail régulier doit se faire en lisant la presse (*Le Monde*, *Les Échos*, *The Economist*) ou les rapports des institutions ou des laboratoires de recherche (OCDE, Trésor-éco, blog du CEPII, note du CAE, blog de la Banque de France). En effet, un des reproches récurrents des correcteurs aux candidats est l'insuffisante maîtrise de l'actualité. Cela se traduit dans les copies par des références souvent peu actualisées, des illustrations maladroites de théories (en décalage avec les enjeux économiques et sociaux du moment) voire des contresens. Certains candidats qui ne suivent pas l'actualité peuvent ainsi parler de la fin des politiques monétaires non conventionnelles en 2019, alors que la plupart des banques centrales ont décidé à cette période de prolonger certains programmes de rachat d'actifs ou de maintenir les taux bas.

Le rapport du jury du CAPES externe d'économie de 2018 le résume bien : « Les copies sont fréquemment axées sur la théorie, et les aspects théoriques ne sont pas assez reliés avec les aspects empiriques, ce qui donne souvent lieu à de nombreux plans qui ne s'avèrent pas pertinents ». Le suivi de l'actualité est déjà en soi un prérequis pour un traitement fin et pertinent du sujet, sans compter que de nombreux sujets sont inspirés des problématiques d'actualité. Les premiers thèmes de concours tombés après la crise des *subprimes* illustrent bien cet ancrage des sujets dans l'actualité :

- « Les banques centrales peuvent-elles éviter la récession (Administrateur du Sénat, 2008) ;
- « État et régulation des marchés financiers » (ENA, 2008) ;

- « L'intervention coordonnée des États peut-elle assurer la stabilité du système bancaire international sans engendrer des comportements d'aléa moral ? » (Agrégation SES externe, 2009) ;
- « Le chômage français trouve-t-il ses origines dans un défaut de coordination des politiques européennes » (Agrégation externe économie-gestion, 2010) ;
- « Le rôle des banques dans l'économie » (Administrateur du Sénat, 2010) ;
- « Les marchés constituent-ils encore un bon mécanisme de régulation économique ? » (ENS D1, 2010).

De la même manière, le concours d'administrateur du Sénat 2020-2021 interrogeait sur « santé et richesse économique » en pleine pandémie de Covid-19. Le retour de l'inflation a également marqué le retour de sujets sur l'inflation :

- L'inflation (Élèves directeurs d'hôpital, 2023)
- L'inflation est-elle réellement de retour ? (CPGE ENS D2, 2022)
- Faut-il craindre le retour de l'inflation ? (CPGE EN3S, 2022)
- La politique monétaire conventionnelle a-t-elle encore un avenir ? (CPGE ENS D1, 2022)

De plus, en l'absence d'exemples récents et précis, les candidats ont tendance à converger vers des exemples généraux et journalistiques : mouvement des gilets jaunes, contexte de taux bas... La constitution de cette base d'exemples est coûteuse en temps et en énergie, deux ressources précieuses une année de concours. Il faut donc être le plus efficace possible : résumer en 3-4 lignes chaque exemple (de façon à le réutiliser tel quel dans la copie), se concentrer sur des exemples généraux et réutilisables pour plusieurs chapitres. Ce travail préparatoire suppose enfin d'apprendre quelques chiffres clés, passage incontournable pour donner des points de repère dans une copie : « On attire également l'attention des candidats sur la nécessité de pouvoir alimenter la dissertation avec quelques données chiffrées, quelques ordres de grandeur ce qui permet de mieux apprécier les enjeux de la question. » (Rapport du jury Agrégation externe SES de 2009)

Se constituer une base de théories économiques – L'apprentissage des théories économiques doit être réalisé de façon active. Autrement dit, il faut apprendre les mécanismes à l'œuvre pour pouvoir les retranscrire précisément dans une copie, mais il faut aussi connaître les hypothèses selon lesquelles cette théorie est valable. Ce dernier point est particulièrement vrai pour le concours d'entrée à l'ENS et pour l'Agrégation. En effet, de nombreuses

théories (voire courants de pensée) se contredisent en apparence, alors qu'il s'agit plutôt de divergences d'hypothèses initiales. Il est alors essentiel de bien comprendre l'importance des hypothèses pour produire une copie cohérente et prenant un certain recul par rapport au sujet. Ainsi, savoir que la théorie de l'accélérateur d'investissement, par exemple, ne fonctionne qu'en supposant que le taux d'utilisation des capacités de production des entreprises est à 100 % évitera de préconiser de tout miser sur ce mécanisme pour relancer l'investissement en France. De même, les modèles à effet de seuil en matière d'endettement public réconcilient le multiplicateur keynésien et l'équivalence ricardienne en montrant que le comportement des agents varie en fonction du niveau d'endettement public : en deçà d'un certain niveau d'endettement, les agents sont keynésiens ; au-delà, ils deviennent ricardiens. Les préconisations économiques varient en fonction du contexte (et donc des hypothèses) dans lequel elles s'inscrivent. Enfin, le travail d'apprentissage des théories économiques doit permettre de déjà réfléchir à l'articulation des références théoriques : quelle est la contribution de telle théorie ? Comment complète-t-elle cette théorie ? Dans quelle mesure la contredit-elle ? L'enjeu est d'identifier ce qu'apporte une théorie à la réflexion économique afin de la retranscrire clairement dans le devoir. La lecture de livres de vulgarisation économique (Tirole, Cohen, Krugman, Stiglitz) permet de se familiariser avec la théorie économique tout en se constituant une base d'exemples concrets.

S'entraîner à faire des plans – Une méthode efficace pour s'approprier les exigences de la dissertation d'économie est de faire régulièrement des **plans détaillés**. Cet exercice est indispensable pour réfléchir sur un sujet, s'entraîner à mobiliser de façon efficace les théories apprises en faisant des ponts entre les différents chapitres... Tous les concours – et en particulier les concours de l'enseignement – valorisent la capacité du candidat à faire des ponts entre les chapitres : une mobilisation transverse des connaissances a aussi l'avantage d'éviter de ne rien avoir à dire sur un sujet qui peut sembler trop précis ou déstabilisant. Faire des plans détaillés permet aussi de développer l'habitude de mobiliser certaines typologies essentielles pour structurer une dissertation : court terme/long terme, causes/conséquences, micro/macroéconomique, ménages/entreprises... Cela permet de développer de bons réflexes en réfléchissant sur des sujets de façon active et de faire gagner un temps précieux le jour de l'épreuve.

Travailler la microéconomie – De nombreux candidats négligent la microéconomie lors de leurs révisions. La raison en est simple : la majeure partie des sujets des dissertations ont, en apparence, une dimension macroéconomique. Or ce constat a ses limites. Tous les sujets d'économie (sans

exception !) supposent de faire appel à des mécanismes microéconomiques précis qu'il faut être capable d'exposer le plus rigoureusement possible : externalités, bien public, effets de réseau, concurrence, surplus... Les principaux outils de l'analyse microéconomique sont des fondements incontournables pour l'analyse économique. De plus, certains sujets sur la mobilité des facteurs de production, la concurrence ou les décisions de consommation assument une approche directement microéconomique. Certains jurys comme celui du concours d'entrée dans les écoles de commerce ou l'Agrégation valorisent même le recours à des graphiques (courbes d'indifférence, pouvoir de marché du monopole, boîtes d'Edgeworth...) pour illustrer certaines affirmations faites dans la copie. La maîtrise et la capacité de mobiliser efficacement des concepts microéconomiques sont donc deux qualités précieuses, qu'il convient de travailler régulièrement.

1.3. L'épreuve

« Le jury insiste donc sur la nécessité pour les candidats de gérer efficacement la durée de l'épreuve et sur le caractère impératif d'une copie intégralement rédigée [...] »⁵

Il est impératif de connaître, avant le jour J, la décomposition du temps passé pour chaque étape du travail préparatoire et pour la rédaction. Cela permet de s'assurer de respecter le timing tout au long de l'épreuve et de ne pas être pris de court. Bien évidemment, chaque candidat aura ses propres temps de passage en fonction de ses caractéristiques (vitesse d'écriture, tendance à faire des fautes d'orthographe...). Seule la pratique permet de les connaître précisément et d'arriver prêt le jour de l'épreuve. Le tableau ci-dessous présente une durée indicative de chaque étape pour une épreuve de 5 heures, qu'il convient de moduler en fonction de la durée de l'épreuve passée.

Lors de l'épreuve, quelques conseils pratiques peuvent permettre d'optimiser son temps :

- Lire plusieurs fois le sujet avant de commencer à écrire
- Relire régulièrement le sujet durant l'épreuve
- Relire ses parties au fur et à mesure afin de ne pas avoir tout un bloc à relire à la fin

5. Rapport du jury Agrégation externe SES (2019).

TABLEAU : Répartition du temps pour une épreuve de 5 heures

Étapes	Durée
Lecture du sujet plusieurs fois	5 minutes
Analyse du sujet (sans lire le dossier documentaire)	15 minutes
Construction de la problématique, élaboration du plan, lecture éventuelle du dossier	1 heure 30
Préparation de l'introduction au brouillon	20 minutes
Rédaction de l'introduction Rédaction du développement	30 minutes 2 heures
Rédaction de la conclusion	10 minutes
Relecture de l'ensemble de la copie	10 minutes

1.4. Les écueils classiques à éviter

La dissertation d'économie générale est loin d'être un exercice facile. Voici les défauts les plus récurrents parmi les candidats, indépendamment du concours passé, classés par fréquence d'apparition dans les rapports du jury (du plus fréquent au moins fréquent) :

- Absence de définition de certains termes du sujet ;
- Fautes d'orthographe et de syntaxe ;
- « Catalogue » de théories économiques sans réelle argumentation ;
- Utilisation d'un plan « tout fait » qui ne permet pas de véritablement répondre au sujet ;
- Hors sujet ou traitement partiel du sujet (dû généralement à un mauvais travail de définition des termes ou à une absence de tri des connaissances mobilisées) ;
- Problématique trop compliquée ou incompréhensible ;
- Contradiction entre les différentes parties de la dissertation ;
- Mauvaise gestion du temps.

**DE L'IMPORTANCE DE L'INTRODUCTION :
DÉFINIR ET PROBLÉMATISER**

« L'introduction est la partie la plus importante du devoir, car c'est à travers elle que le jury va appréhender le travail d'intelligence fourni par le candidat. Si le travail préparatoire a été correctement mené, la rédaction en sera très aisée. En effet, l'introduction doit raconter au correcteur le processus intellectuel qu'a suivi

le candidat dans le travail préparatoire et qui a conduit au plan retenu pour répondre à la problématique⁶. »

L'introduction est une phase essentielle du devoir : il s'agit très certainement de la partie la plus importante de la dissertation. Elle doit montrer que le candidat a compris le sujet et ses enjeux et qu'il a réussi à se l'approprier. Le but de l'introduction est de retracer la réflexion que le candidat a eue pendant la préparation du sujet. Enfin, d'un point de vue stratégique, les correcteurs ont un grand nombre de copies à corriger sur une période de temps restreinte : ces derniers peuvent avoir tendance à se concentrer sur l'introduction avant de passer plus rapidement le reste du raisonnement.

Pour tous les concours, l'introduction suit le même **schéma en 5 étapes**, qui seront reprises ensuite de façon détaillée :

- Une **accroche** permet d'entrer dans le sujet en soulignant l'intérêt de traiter le sujet posé.
- Une partie de **définition des termes** du sujet permet de cerner les notions mobilisées et de discuter leurs relations.
- Le travail de définition débouche alors sur une **partie de contextualisation** du sujet qui permet de délimiter le cadre spatio-temporel.
- S'ensuit une **phase de problématisation** durant laquelle le candidat doit interroger le sujet. La problématique propose alors de traiter le sujet sous un angle particulier que le candidat aura retenu à l'issue de sa réflexion.
- L'introduction se termine par une **annonce du plan** suivi dans le devoir.

Pour illustrer de façon concrète chaque étape du raisonnement, nous traiterons dans cette partie le sujet « Les banques centrales face aux crises économiques » (Exemple 1) et des extraits des dissertations contenues dans ce livre afin de pouvoir replacer chaque exemple dans la progression d'un raisonnement (Exemple 2).

2.1. Accroche

« L'accroche doit être pertinente et percutante. Trop de devoirs proposent des accroches très banales ou hors sujet⁷. »

L'accroche est la première partie de l'introduction. Elle a trois missions essentielles : insister sur les enjeux du sujet (1), mettre en avant

6. Rapport du jury ENS D2 (2015).

7. Rapport du jury ENA (2016).

l'intérêt et l'actualité du sujet (2) et partant, susciter l'intérêt du lecteur (3). Une bonne accroche réussit donc à rester le plus proche possible du sujet en mettant en lumière une situation, un exemple d'actualité, un fait historique ou un type de politiques menées qui souligne une tension, un paradoxe dans le sujet traité. Comme l'accroche constitue l'entrée en matière dans le sujet et il faut essayer de trouver (dans la mesure du possible) une accroche originale, qui permet de se distinguer des autres candidats dès la première phrase. Cette étape est d'autant plus importante qu'elle permet de ne pas donner au correcteur le sentiment qu'il lit une copie dont le sujet a déjà été traité en cours et que le candidat se contenterait de réciter naïvement sans aucun travail de réappropriation de sa part. Cette « prime à l'originalité » dans l'accroche suppose un travail en amont de suivi de l'actualité ou d'approfondissement des cours. Là encore, tout l'enjeu d'un concours est de se distinguer positivement du « candidat moyen ». Enfin, il convient de bannir les accroches journalistiques. Dans les faits, il peut s'agir d'un exemple d'actualité, d'un fait historique, d'un chiffre... « L'accroche sur la réalité contemporaine permet de montrer d'emblée que le sujet présente un intérêt d'actualité », comme le soulignait le rapport du jury de l'Agrégation externe de SES en 2009.

L'accroche se divise en deux parties : l'énoncé d'un fait précis démontrant l'intérêt du sujet et une phrase permettant de raccrocher ce fait à la formulation du sujet. Un défaut classique chez les candidats est de se contenter de l'énoncé d'un fait avant d'enchaîner sur le reste de l'introduction, laissant *de facto* au correcteur le soin de faire le rapprochement entre l'exemple mobilisé et le sujet traité. Or il est essentiel de rattacher l'accroche au sujet avec une deuxième phrase qui souligne et explicite son lien avec lui. Un moyen efficace de s'assurer de ce lien entre l'accroche et le sujet est de veiller à ce que la phrase qui suit l'accroche comporte l'ensemble des mots essentiels du sujet.

Pour les épreuves comme l'ENA, l'Agrégation ou le CAPES où les candidats disposent d'un dossier documentaire, il est préférable d'éviter les exemples tirés du dossier dans la mesure où ils envoient un mauvais signal au jury, qui y verra une limitation de votre ensemble de connaissances. Cela permet de s'assurer d'avoir une accroche originale et témoigne de l'ouverture d'esprit du candidat.

Exemple 1 : Les banques centrales face aux crises économiques

[Énoncé d'un fait précis] La finalisation de l'Union bancaire, annoncée par la déclaration de Meseberg en juin 2018, passe par la relance des discussions sur une garantie européenne des dépôts et une opérationnalisation d'un filet de sécurité du fonds de résolution unique : elle marque une nouvelle étape importante dans l'édification d'une nouvelle régulation bancaire et financière consécutivement à la crise des subprimes. *[Explicitation du lien avec le sujet]* Mettant l'accent sur la prévention aussi bien que sur la résolution, porté par une volonté explicite de protéger les petits épargnants au profit de la confiance dans le système financier, ce nouvel édifice européen rompt – à bien des égards – avec la régulation d'avant crise des banques centrales et souligne, en creux, le rôle central et croissant des banques centrales face aux crises économiques.

Exemple 2 : Est-il possible de réconcilier croissance économique et protection de l'environnement ?

[Énoncé d'un fait précis] Le récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) paru en août 2019 présente pour la première fois des estimations des conséquences environnementales de différentes activités économiques allant de l'exploitation forestière à l'agriculture sur les terres émergées. Cette étude considère notamment que les trois quarts des sols sont « dégradés », c'est-à-dire affectés négativement par l'exploitation, ce qui contribue à diminuer les rendements des terres agricoles. Cette dynamique, qui n'est pas sans rappeler *[Explicitation du lien avec le sujet]* *l'Essai sur le principe de population* de Malthus (1798), souligne la difficulté et la nécessité croissante de concilier croissance économique et protection de l'environnement.

2.2. Définition des termes et construction de typologies structurantes

« Aussi ne faut-il pas hésiter à travailler particulièrement l'introduction qui doit cerner toutes les acceptions des termes du sujet, les relier entre eux, et justifier ainsi la problématique retenue⁸. »

8. Rapport du jury Agrégation externe économie-gestion (2011).

La définition des termes est une étape incontournable d'une dissertation. Cette partie de définition doit aussi faire émerger un certain nombre de typologies permettant de proposer des distinctions fines au sein des termes du sujet. Dans une bonne copie, la définition des termes du sujet relève déjà de la réflexion personnelle menée par le candidat : cette étape permet d'adopter une approche critique, de retenir un angle d'attaque pertinent pour traiter le sujet. Il est donc important de définir tous les termes du sujet en montrant comment ces derniers sont liés entre eux. Un candidat qui définit précisément tous les termes du sujet démontre au correcteur qu'il s'approprie le sujet et qu'il ne se contentera pas de ressortir un plan type vu en cours. À l'occasion de la délimitation des termes du sujet, il faut veiller à ne pas confondre des notions proches. Par exemple, les notions suivantes ne sont pas identiques : commerce extérieur/commerce international, efficience/efficacité, équité/égalité, déficit/dette, croissance/développement, emploi/chômage...

Pour le concours de l'Agrégation ou du CAPES, cette étape est plus qu'essentielle. En effet, ces deux concours mettent l'accent sur la capacité de la copie à fournir une démonstration pédagogique. La définition des termes du sujet est rarement plate et linéaire : elle doit permettre de mettre en perspective les enjeux, l'évolution du sens des termes. Pour ces concours, il est judicieux de retenir successivement une définition large des termes du sujet, voire de mentionner le sens courant du mot. Dans un sujet comme « Les politiques de l'emploi peuvent-elles nuire à l'attractivité des territoires ? » (ENS, 2016), il peut être intéressant de définir l'attractivité dans son acception la plus large comme le fait de plaire et séduire avant d'entrer dans une définition plus économique.

La définition des termes du sujet doit être l'occasion de repérer le « mot-pivot ». Il s'agit généralement du mot qui annonce le paradoxe, la tension dans le sujet : c'est le mot autour duquel le sujet est construit et qui distingue le sujet traité d'un sujet de cours. Le candidat veillera alors à s'attarder sur ce mot pour déterminer quelles sont les implications pour le traitement du sujet. Une bonne manière de mieux cerner le sujet est d'essayer de remplacer un terme par un mot proche afin d'essayer de voir pourquoi le concepteur du sujet a privilégié tel mot plutôt que tel autre.

Enfin, la définition des termes doit être l'occasion d'introduire des « typologies structurantes » qui se retrouveront plus loin dans la copie pour structurer le raisonnement. Sur un sujet tel que « La fiscalité est-elle un instrument efficace de politiques économiques ? », il est intéressant de reprendre la typologie des missions des politiques économiques introduite

par Musgrave (1959), qui distingue la fonction d'allocation des fonctions de stabilisation et de répartition. Cette distinction féconde contribue à cerner les termes du sujet, mais peut être réutilisée dans le corps de la copie pour faire des sous-parties, par exemple. D'un mot, il faut éviter des définitions partielles. Le sujet « Endettement et action publique » (ENA, 2019) implique de considérer dans l'endettement public aussi l'endettement privé : se priver de l'endettement privé appauvrit considérablement le sujet, en particulier dans un contexte d'inquiétudes quant à la stabilité financière et à l'augmentation rapide de l'endettement des ménages et des entreprises avec les taux bas. De la même manière, le terme de flexibilité du travail renvoie tant à la flexibilité de l'emploi qu'à celle des salaires, du temps de travail ou des postes occupés ; traiter des prélèvements obligatoires suppose de parler des impôts et des cotisations sociales, quand la notion de « politiques conjoncturelles » renvoie aux politiques budgétaires et monétaires.

Exemple 1 : Les banques centrales face aux crises économiques

[Définition des termes du sujet] Les crises économiques désignent le point de retournement du cycle économique et l'entrée dans une phase de récession voire de dépression consécutivement à un choc endogène ou exogène. En pratique, cela se traduit par une diminution du produit intérieur brut et un ralentissement généralisé de l'activité économique. Si les crises peuvent prendre des formes diverses en fonction de leurs origines, elles trouvent souvent leurs sources dans un choc financier : chocs pétroliers, crises financières, crise asiatique, explosion de la « bulle internet » ou encore la récente crise des subprimes. Ce mécanisme de propagation entre la sphère financière et économique et les conséquences des crises de confiance dans le système bancaire sont autant d'éléments qui justifient le recours à des politiques monétaires menées par les banques centrales.

« Banques des banques », ces dernières sont des institutions dont la mission principale est de déterminer et mettre en œuvre la politique monétaire. Généralement indépendante, la banque centrale a pour objectif principal de veiller à la stabilité et à l'équilibre de la croissance économique, en maintenant l'inflation à un niveau contenu défini dans son mandat. Pour la zone euro, la Banque centrale européenne a ainsi pour mission de viser une inflation de l'indice des prix à la consommation proche de 2 %. Au-delà de cette mission traditionnelle, deux objectifs additionnels des banques centrales se dessinent depuis leur création **[introduction d'une typologie : trois missions des banques centrales]** : superviser le fonctionnement

des marchés financiers – dont les dérives sont souvent à l'origine des crises économiques – en assurant le respect des réglementations par les différentes institutions financières et jouer un rôle de prêteur en dernier ressort en période de crise afin d'assurer un fonctionnement viable du système bancaire et financier. Dès lors, leur mandat semble impliquer de facto une intervention en temps de crise, intervention d'autant plus nécessaire qu'elle conditionne la capacité de résilience de l'ensemble de l'économie en cas de crise systémique. Historiquement, les réponses des banques centrales face aux crises ont été multiples et ont peu à peu évolué depuis la crise de 1929. C'est ainsi qu'on retiendra ici une acception volontairement large du terme «face». Au sens strict, cette expression désigne la capacité de réagir de façon efficace en cas de difficulté. Plus largement, la réaction peut englober les actions menées en amont. Partant, nous nous intéresserons tant à la capacité de prévention que de réaction des banques centrales en cas de crise économique.

Exemple 2 : Politiques économiques et incertitude

[Définition des termes du sujet] *La politique économique, dans une première acception qui se veut relativement large, désigne l'ensemble des actions menées par les pouvoirs publics (État, collectivités territoriales, banque centrale...) en vue d'orienter le comportement des agents économiques pour atteindre des objectifs donnés. Si la politique économique conjoncturelle vise traditionnellement le plein-emploi, la croissance, l'équilibre extérieur et la stabilité des prix – sommets du carré magique de Kaldor (1959) –, la politique économique dans son ensemble intègre également un volet structurel et cherche à garantir une croissance soutenue, équilibrée et harmonieuse à long terme [introduction d'une typologie politique conjoncturelle/structurelle]. Les politiques conjoncturelles désignent donc l'ensemble des mesures prises à court terme, généralement en vue de stabiliser l'économie en fonction de sa position dans le cycle, quand les politiques structurelles visent à modifier le fonctionnement et les structures de l'économie à plus long terme pour augmenter la croissance potentielle. Au-delà de cette approche téléologique, tendant à définir la politique économique par ses objectifs, la définition des politiques économiques suppose la mise en œuvre de moyens pour atteindre des fins identifiées par les pouvoirs publics. De ce point de vue, la politique économique doit composer avec l'incertitude endogène (inhérente au système lui-même) ou exogène. Au sens large, l'incertitude correspond à une situation dans laquelle il est impossible de prédire avec précision l'avenir. Plus précisément, Knight (1921) établit une distinction féconde entre risque et incertitude en soulignant qu'en situation d'incertitude, les occurrences ne sont pas identifiées en*

amont et sont, dès lors, non probabilisables (contrairement à une situation de « risque » dans laquelle il est possible d'associer une probabilité à chaque événement anticipé).

*Au niveau théorique, l'incertitude irrigue l'économie dans son ensemble (asymétries d'information entre les agents économiques, incertitude vis-à-vis de l'avenir, théorie des jeux...). Dans les faits, elle peut être appréhendée via des indicateurs statistiques composites ou des variables économiques comme les indicateurs de climat des affaires, le taux d'utilisation des capacités de production, les indicateurs de confiance des ménages, volatilité des marchés financiers... Une grille de lecture répandue distingue l'incertitude en fonction de ses causes, les principales étant l'incertitude financière, l'incertitude politique et l'incertitude autour des politiques économiques menées à l'avenir [**introduction d'une typologie des types d'incertitude**]. La prise en compte de cette incertitude conduit les agents économiques à formuler des anticipations et à adapter leurs comportements. Partant, la politique économique ne peut plus se fonder sur un lien de causalité stable entre moyens mis en œuvre et objectifs visés : la relation devient incertaine et les canaux de transmission de la politique économique à l'économie réelle, instables.*

2.3. La définition du cadre spatio-temporel et la contextualisation, deux étapes nécessaires pour une problématique pertinente

« [C'est] au candidat de spécifier ce périmètre et éventuellement – dans le cas où il aurait choisi de le réduire à une courte période (e.g. la période récente) ou à une zone bien particulière (e.g. la France ou l'Europe) – de justifier son choix⁹. »

La contextualisation est souvent le chaînon manquant dans les copies.

Il s'agit d'une partie relativement simple à réaliser que beaucoup d'élèves font spontanément au brouillon, mais qu'ils ne prennent pas la peine de retranscrire. Un premier niveau indispensable – et qui relève presque plus de la partie définition des termes du sujet – est de fixer le cadre spatio-temporel pour restreindre le champ de l'analyse. En effet, la politique monétaire dans la France du début du xx^e siècle est bien loin des enjeux de la politique mise en place aujourd'hui. Le dossier documentaire doit contribuer à orienter le candidat pour la synthèse des documents.

Une des fonctions de la partie « contextualisation » est de souligner l'intérêt du sujet, de rappeler pourquoi il est important de se poser cette question dans le contexte actuel (voire pourquoi la question pourrait se

9. Rapport du jury Agrégation externe SES (2017).

poser différemment dans un contexte différent). Il faut répondre implicitement, dans cette partie, à la question : « Pourquoi la question est-elle posée aujourd'hui et ne se posait pas hier ? »

Exemple 1 : Les banques centrales face aux crises économiques

Dix ans après la crise des subprimes, les économistes considèrent que la sortie de crise est encore très progressive et saluent l'efficacité – au moins à court terme – de l'intervention des banques centrales. Toutefois, à l'heure où celles-ci commencent à amorcer la sortie des politiques ultra-accommodantes dans la lignée des premiers relèvements des taux d'intérêt directeurs de la Réserve fédérale américaine, les fragilités héritées de ces dernières semblent exacerbées (augmentation brutale des taux en Argentine, abaissement des primes de liquidités, aplatissement de la courbe des taux, indice de Schiller proche des niveaux d'avant 1929...). Cette situation invite à s'interroger sur le rôle des banques centrales face aux crises économiques et à la réelle efficacité des instruments dont elles disposent. On se concentrera ici sur les économies développées à économie de marché.

Exemple 2 : Le déficit public, instrument ou objectif des politiques économiques ?

Pourtant, à l'heure actuelle, les capacités budgétaires pour les économies européennes apparaissent limitées : les taux d'endettement ont augmenté dans la plupart des pays développés, atteignant près de 110 % pour la France consécutivement à la crise sanitaire. En parallèle, l'adoption du TSCG en mars 2012 par certains pays de l'Union européenne a contribué à renforcer les règles d'encadrement du déficit public amorcées avec le Pacte de stabilité et de croissance (1996). Après une crise sanitaire qui a relâché toutes les limites fixées à l'endettement public (rendement négatif des OAT à dix ans, programme massif de rachats d'obligations publiques par la BCE, activation de la clause dérogatoire générale de ce même Pacte de stabilité et de croissance), la contrainte budgétaire revient avec force. Plus fondamentalement, le contexte économique actuel est parcouru par une tension qui peut sembler inédite à de nombreux égards : alors que l'efficacité et l'importance de la relance budgétaire coordonnée consécutive à la crise sanitaire et la mise en œuvre de « boucliers tarifaires » face à l'inflation ont réhabilité le déficit public comme instrument de politiques économiques, la capacité des

gouvernements à réduire leurs déficits publics est de plus en plus considérée comme un objectif à part entière des finances publiques, un prérequis pour la conduite des politiques économiques.

2.4. La problématique, ou la définition du fil rouge du devoir

« Il convient auparavant de présenter le(s) problème(s) soulevé(s) par les termes du sujet, qui ont été préalablement définis correctement et de manière exhaustive, en montrant quelles sont les tensions ou contradictions existantes. La problématique vient résumer cette phase de réflexion sur les enjeux soulevés par le sujet¹⁰. »

La formulation de la problématique est généralement une étape qui pose un problème aux étudiants. Cette difficulté est compréhensible dans la mesure où la problématique est le centre de gravité du sujet. Elle doit s'inscrire dans la continuité de l'introduction et apparaître comme un prolongement de la tension dans le sujet qui a été mise en évidence grâce à la partie de contextualisation et grâce au travail de définition des termes. La problématique doit être identifiée facilement par le correcteur, comme le rappelle le rapport du jury de l'ENA (2016) : « De très nombreux candidats proposent, en guise de problématique, une liste de questions. Or, la problématique doit être claire, identifiable et ne comporter qu'une seule question. Le correcteur ne doit pas avoir à choisir entre divers angles d'attaque énumérés par le candidat. »

Tout d'abord, il est important de comprendre que **problématiser ne signifie ni s'éloigner du sujet ni le reprendre tel quel**. Le sujet détermine un ensemble de réflexions, et la problématique – qui sera le fil rouge du devoir – donne un angle de traitement du sujet. C'est précisément le rôle de l'introduction de délimiter le sujet, de le contextualiser pour finalement retenir, à la lumière de tous ces éléments, l'angle d'approche qui apparaît le plus pertinent au candidat. Pour ce faire, il convient d'éviter les problématiques qui reprennent trop directement le sujet : procéder ainsi revient à supprimer la partie clé de l'introduction qui est supposée apporter au devoir toute son originalité et son angle de vue. Un autre risque traditionnel lié au travail de reformulation est qu'il peut conduire le candidat à poser une question connexe, qui ne répond pas directement au sujet : cela est bien entendu fortement préjudiciable et expose le candidat à un risque de hors-sujet. Il est souvent très pratique de retenir une problématique commençant par « Dans quelle mesure », car cette formulation conduit

10. Rapport du jury ENS D2 (2017).

intuitivement à un plan dialectique (c'est-à-dire en oui/non) et facilite le travail de construction du plan.

Un moyen simple et relativement efficace de s'assurer de répondre à ces deux contraintes et de prévenir tout risque de hors-sujet ou de problématique peu pertinente consiste à **reprendre le sujet à la lumière de la définition des termes** effectuée plus haut dans l'introduction et dans le contexte particulier que le candidat a retenu. Une telle approche a en outre l'avantage de garantir la cohérence entre l'introduction et la problématique. Il est également utile d'ajouter un terme au sujet pour faciliter son traitement. Généralement, l'enjeu commun à la plupart des sujets est de garantir une croissance économique soutenue et équilibrée. Préciser explicitement cet objectif dans la problématique permet de répondre à la question « Pourquoi traite-t-on ce sujet ? » et facilite la structuration des idées. Il peut être utile également de demander en quoi l'articulation des termes du sujet est paradoxale, dans quelle mesure la théorie économique peut expliquer le sujet et pourquoi le sujet revêt une importance particulière aujourd'hui.

Exemple 1 : Les banques centrales face aux crises économiques

[Problématique] Dès lors, dans quelle mesure les banques centrales parviennent-elles à répondre efficacement aux crises économiques via les politiques monétaires menées tout en prévenant les crises économiques ? [Intérêt du sujet] Dans le contexte actuel, il y va de la capacité des banques centrales à capitaliser sur la reprise incertaine de l'activité, tout en limitant la probabilité d'occurrence de futures crises.

Exemple 2 : Les politiques monétaires sont-elles condamnées à être non conventionnelles ?

[Problématique] Le paradoxe est alors le suivant : alors que les politiques monétaires non conventionnelles sont censées être temporaires, les pays développés peinent depuis 2008 à retrouver une politique monétaire conventionnelle soit parce que les instruments ne sont plus opérants, soit parce que de nouveaux défis – comme la transition écologique – invitent à repenser le mandat des banques centrales. Partant, dans quelle mesure les économies développées peuvent-elles réussir à sortir durablement des politiques monétaires non conventionnelles alors que le retour brutal de l'inflation a conduit à renouer

Maîtriser les enjeux actuels des politiques économiques en 18 dissertations

Ce livre propose aux étudiants une **méthode fiable pour la dissertation**, afin de réussir l'épreuve. En proposant des **sujets ancrés dans l'actualité**, liés aux **enjeux actuels de politiques économiques**, il **oriente le traitement du sujet en fonction du concours ou de l'examen préparé** : concours de classes préparatoires aux grandes écoles, concours de l'enseignement ou concours administratifs.

Cet ouvrage propose pour réussir :

- la méthodologie de manière progressive et détaillée : les règles de la dissertation, la problématique, la construction du plan, la mobilisation des connaissances, la rédaction... ;
- 18 sujets entièrement rédigés dont 6 téléchargeables ;
- de nombreux entraînements en lien avec l'actualité.

William Honvo exerce comme économiste après des études à l'École Normale Supérieure de Paris-Saclay. Agrégé d'économie, il enseigne en classe préparatoire et en école de commerce.

Préface de Marc-Olivier Strauss-Kahn

19,90 €

ISBN : 978-2-8073-6064-8



www.deboecksuperieur.com